



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

... à l'hôpital
et au-delà !



Hôpital Pitié-Salpêtrière

05 mars 2024

Etat d'Israël assassin, puissances impérialistes complices Halte au massacre des Palestiniens !

Le 29 février, la guerre menée par l'État d'Israël contre les Palestiniens de la bande de Gaza a franchi un nouveau cap dans l'horreur. L'armée israélienne a ouvert le feu, alors que des familles palestiniennes, en proie à la famine, tentaient d'accéder à un convoi d'aide alimentaire : un nouveau bain de sang, au moins 110 personnes ont été tuées et 760 autres blessées.

La famine comme arme de guerre

Après son broyage méthodique par l'armée israélienne, la bande de Gaza n'est plus qu'un champ de ruines. Les réfugiés venant du nord du territoire palestinien sont bombardés au sud, les hôpitaux sont détruits ou hors d'état de fonctionner. Ce massacre à ciel ouvert dure depuis cinq mois et a fait plus de 30 000 morts. Les survivants sont confrontés à la famine et à l'absence de soins. Selon le PAM, le Programme alimentaire mondial, Gaza connaît actuellement « le pire niveau de malnutrition infantile au monde ».

En effet, le gouvernement israélien bloque tout ravitaillement et les rares camions d'aide humanitaire autorisés à rentrer sont souvent pris pour cible par les tirs. Les évacuations médicales sont impossibles. Depuis qu'Israël, sans fournir aucune preuve, a accusé certains des employés de l'UNRWA d'avoir participé à l'attaque du 7 octobre, l'agence onusienne chargée des réfugiés palestiniens est privée de subventions par de nombreux pays et son fonctionnement est paralysé.

Le but du gouvernement Netanyahu, qui n'a que faire des 130 otages israéliens encore détenus, est de chasser tous les Palestiniens de Gaza. Et de tuer ceux qui resteraient. La Cisjordanie est aussi victime d'une forme de nettoyage ethnique par des colons surarmés. À Gaza, des soldats israéliens se filment triomphalement dans les décombres des maisons palestiniennes, dans ce qui reste d'une chambre d'enfant, mettent le feu au peu de nourriture qu'ils trouvent.

Ce gouvernement, qui s'appuie sur l'extrême droite suprémaciste, assume devant le monde entier ses crimes de guerre.

L'impérialisme en guerre contre les peuples

Ce massacre des civils palestiniens se déroule avec la complicité des grandes puissances. Les États-Unis arment Israël à flux tendu, mais d'autres pays européens le font aussi. La France a suspendu ses financements à l'UNRWA au moment où c'est la survie même des Palestiniens de Gaza qui est en jeu. Avec hypocrisie, le gouvernement Macron dit du bout des lèvres que cette guerre va un peu trop loin, mais il emboîte le pas au gouvernement américain pour continuer à soutenir la politique de Netanyahu. En Israël même pourtant, des milliers de personnes ont encore manifesté samedi 2 mars pour dénoncer cette politique, réclamer un cessez-le-feu et des négociations dans le but de libérer les otages. Ils sont conscients que ce gouvernement mène une guerre sans fin et réclament des élections anticipées.

La politique de l'impérialisme, c'est la guerre contre les peuples. Le principe du « diviser pour mieux régner » apparaît dans toute son atrocité en Israël-Palestine. Les dépenses militaires sont en hausse partout dans le monde. En France, la loi de programmation militaire fera de la Défense le premier poste du budget de l'État, devant l'Éducation nationale. Macron chaussait récemment ses rangiers, déclarant qu'il envisageait la possibilité d'envoyer des troupes françaises combattre en Ukraine...

Face à ce monde guerrier, seule la révolte des peuples du monde entier contre leurs propres dirigeants et contre l'exploitation capitaliste qu'ils incarnent pourra remettre en cause cette boucherie sans fin.

La journée du 8 mars cette année sera marquée par notre solidarité envers la Palestine. Dans toutes les guerres, les femmes sont particulièrement touchées.

Ce vendredi 8 mars, manifestation à 14h Place Gambetta à Paris.

Et ce samedi 9 mars, manifestons en soutien au peuple palestinien à 14h Place de la République.

Pour suivre le collectif sur les réseaux :
@soignantesprgaza



Bouche-trous

Les aides-soignantes reçoivent une « formation » pour remplacer les secrétaires hospitalières dans leurs propres services. Lundi aide-soignante dans son propre service, mardi dans un autre service, mercredi secrétaire, et jeudi... quoi d'autre ? Hâte qu'on nous forme à repeindre les chambres. On propose aux directeurs de l'hôpital de s'exercer aussi à la polyvalence en venant dépanner en clown médical dans les services.

Plein le dos

Les agents de service hospitalier, ouvriers, brancardiers, aides-soignants sont de tous les professionnels de santé les moins bien payés et les plus exposés à l'invalidité (troubles musculo-squelettiques), aux accidents de travail. Entre les médecins « experts », les commissions diverses et variées, c'est la galère pour les faire reconnaître. Et quand il s'agit de retrouver un poste adapté pour continuer à travailler c'est encore une bataille épuisante. La direction, avec son mépris habituel, épuise notre santé et voudrait nous jeter.

Et quand on craque au boulot, quel que soit son poste, c'est aussi un accident du travail ! C'est la direction qui est responsable de nos conditions de travail.

Déjà 2 jours de grève à Médipôle en Savoie

« **On nous en demande toujours plus !** »

Lundi dernier, 130 salariés de l'hôpital privé Médipôle de Challes-les-Eaux en Savoie ont entamé une grève pour de meilleures conditions de travail. Ils pointent du doigt le fait que la direction leur demande d'accueillir de plus en plus de patients sans recruter davantage, sans moyens, prolongeant les horaires et usant les personnels jusqu'à la corde. On connaît ça par cœur ! Eux réclament une augmentation des salaires de 7%. Dans les hôpitaux comme ailleurs, des augmentations salariales sont à exiger des patrons de tous les secteurs !

À l'hôpital, comme ailleurs, on veut des salaires pour vivre, pas pour survivre !

Grève et manifestation

Mardi 19 mars

Pour une augmentation générale des salaires, pour tous !

dans toute la fonction publique

à l'appel de toutes les organisations syndicales

Parlons-en dans nos services et mobilisons-nous !

Toutes et tous dans la rue le 8 mars ! ♀

Le 8 mars, c'est la journée internationale de lutte pour les droits des femmes. En France, l'avortement vient certes d'être inscrit dans la Constitution. Mais, faute d'un nombre suffisant de centres de santé le

pratiquant, il est de plus en plus difficile d'y accéder. Si les violences sexuelles sont enfin dénoncées, les féminicides sont néanmoins toujours aussi nombreux. Les femmes sont toujours moins bien payées, moins considérées, reléguées au rôle de mères pondeuses (le « réarmement démographique » de Macron). Dans le monde, les femmes sont prises pour cible dans les guerres et leurs droits sont attaqués, notamment par des gouvernements d'extrême droite.

Alors, vendredi 8 mars, prenons la rue pour exprimer notre refus de ces violences et discriminations sexistes. Nous avons, toutes et tous, tout à gagner à un monde où chacun sera considéré de la même façon, quel que soit son sexe et son genre !

Femmes de Gaza, femmes de Palestine, C'est l'humanité qu'ils assassine.

Médecins Sans Frontières explique qu'il y a une augmentation de 300% de fausses-couches à Gaza, et qu'en raison du stress, de la famine et de la déshydratation, la grossesse est une condamnation à mort. Selon l'ONU, 70% des victimes du massacre sont des femmes et des enfants.

La journée du 8 mars cette année sera marquée par notre solidarité envers la Palestine. Dans toutes les guerres, les femmes sont particulièrement touchées.

SNCF : FAUT-IL LIMITER LE DROIT DE GRÈVE ?



Employeur sans peur, mais pas sans reproches

Le journal Ouest-France a révélé la semaine dernière le cas d'une aide-soignante ayant cumulé 530 CDD en 17 ans !

Son employeur, Santé Atlantique, l'a virée à l'âge de 60 ans, en un clic : il l'a déconnectée de l'application Hublo. Elle a donc décidé de l'attaquer aux prud'hommes pour annuler le licenciement et requalifier son contrat en CDI. Elsan, qui possède Santé Atlantique, a les moyens d'embaucher : c'est le premier groupe français privé dans la santé avec 3 milliards de chiffre d'affaires...

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Pour l'informer ou prendre contact avec ses militants → etincelle.aphp@gmail.com

Pour lire le reste de nos publications → nouveaupartianticapitaliste.fr



@npanouveaupartianticapitaliste